

Dubois (Vincent), *La culture comme vocation*.  
Paris, Raisons d'agir (Cours & Travaux), 2013, 202 p.

*Revue française de sociologie*, 56(2), 2015, p. 414-417.

Comment expliquer l'attractivité des formations aux métiers de l'administration culturelle, sachant qu'elles ouvrent vers des conditions d'emploi peu favorables ? C'est à cette question que l'essai de Vincent Dubois a pour ambition de répondre. En marge des travaux qu'il a précédemment consacrés à la politique culturelle (*La politique culturelle. Genèse d'une catégorie d'intervention publique*, Belin, 1999), l'auteur choisit ici une approche par distanciation et bâtit un « tableau de pensée » dans lequel la notion de vocation est définie comme le produit de trois éléments : le rapport réflexif des agents à leurs propres déterminations, la conception du travail comme espace de réalisation personnelle et la définition d'un métier en référence à des valeurs ou des fonctions sociales universelles. À partir des résultats d'une enquête menée entre 2008 et 2011 auprès de candidats à une sélection de masters généralistes formant aux métiers de l'administration culturelle, l'auteur développe une réflexion sur les mécanismes de reproduction à l'œuvre dans la vocation. Les données quantitatives, obtenues entre autres par questionnaires auprès des postulants ou par traitement secondaire de statistiques INSEE, sont complétées par une cinquantaine d'observations faites notamment lors de jurys de sélection des candidats ainsi que par l'analyse de quarante-cinq dossiers de candidatures et d'une vingtaine d'entretiens avec des candidats.

L'un des points forts de cet ouvrage est d'offrir une perspective inédite sur un groupe professionnel jusqu'alors peu étudié du point de vue des trajectoires des agents le composant. Si la profession d'administrateur culturel a pu faire l'objet de diverses études (Ève Chiapello, *Artistes versus managers. Le management culturel face à la critique artiste*, Métailié, 1998 ; Paul DiMaggio, *Managers of the Arts : The Careers and Opinions of Administrators of US Resident Theatres, Art Museums, Orchestras, and Community Arts Agencies*, Seven Locks Press, 1987 ; Ivonne Kuesters, « Arts Managers as Liaisons Between Finance and Art. A Qualitative Study Inspired by the Theory of Functional Differentiation », *The Journal of Arts Management, Law, and Society*, 2010, 40, 1, p. 43-57), ces dernières s'attachent toutefois le plus souvent à situer cette fonction à travers ses pratiques et son inscription dans les antagonismes historiques qui opposent art et économie ou encore art et management. C'est ici le discours vocationnel qui est placé au cœur de l'analyse. Après avoir montré comment les métiers de l'administration culturelle font leur entrée dans l'espace des orientations possibles (chap. 1), et quelles sont les dispositions des candidats qui y aspirent (chap. 2), l'auteur invite à comprendre la vocation comme la forme rationalisée et dicible d'une stratégie d'insertion (chap. 3), les candidats, incarnations d'un « nouvel esprit du capitalisme », ayant la particularité d'être en quête d'un rapport réenchanté au travail (chap. 4).

Le premier chapitre s'attache à analyser les mécanismes ayant contribué à l'intégration des métiers de la culture dans l'espace des orientations possibles. Trois causes sont dégagées. La première tient à la transformation de l'emploi culturel depuis les années 1980, tant en termes de multiplication que de perception des positions disponibles. À l'intérieur de cette évolution générale, les métiers de l'administration culturelle sont maintenus dans des frontières floues. Cet univers faiblement codifié est notamment caractérisé par une double incertitude : incertitude quant aux chances d'accéder à une position, d'une part, indétermination quant au type de position qui sera occupée, d'autre part. On comprend alors que cette incertitude puisse devenir attractive, tant l'indétermination peut laisser supposer qu'il est possible de « faire son poste ». À « l'incertitude attractive » s'associe alors « l'incertitude projective », qui conduit les candidats à « projeter leurs propres caractéristiques dans les positions visées » (p. 47). La transformation du marché n'est cependant pas l'unique source de l'attractivité des métiers de l'administration culturelle. L'offre et la demande de formation jouent également un rôle. Celui-ci est analysé au prisme de l'injonction à la professionnalisation faite aux universités. D'un côté, les responsables des filières littéraires ont trouvé dans la création de

formations aux métiers de l'administration culturelle un moyen d'offrir des masters professionnalisants, de l'autre, les étudiants issus de cursus littéraires trouvent dans ces masters des formations auxquelles arrimer le projet professionnel qui leur est demandé. L'offre de formation et l'existence de positions sur le marché ne suffisent toutefois pas à susciter des vocations. Il faut en effet pour cela des agents qui aient les dispositions « susceptibles de transformer ces conditions objectives et collectives en aspirations subjectives et individuelles » (p. 65).

Ce sont ces dispositions que V. Dubois analyse dans le deuxième chapitre. La première caractéristique de la population étudiée réside dans son exceptionnel taux de féminisation (85 % de femmes). « Bien nés » (avec plus de 45 % d'enfants de cadre ou profession intellectuelle supérieure), les postulants sont également dotés d'un important capital scolaire. Celui-ci se répartit essentiellement entre deux tendances : l'excellence scolaire dans des formations littéraires d'un côté, le passage par des classes préparatoires (25 %) et des IEP (8 %) de l'autre. Deux structures de capital scolaire (spécialisé *versus* généraliste) coexistent donc. Les candidats bénéficient, enfin, d'une socialisation précoce à la culture. L'intensité de leurs pratiques culturelles représente un motif explicatif de leur vocation, une base à partir de laquelle celle-ci est « subjectivement vécue et publiquement exprimée » (p. 85). L'ensemble des postulants étudiés s'oriente ainsi vers des masters fortement sélectifs. Pour autant, l'auteur souligne une contradiction : alors qu'ils s'engagent dans une procédure de recrutement supposant une détermination forte (dans les deux sens du terme), les candidats présentent des projets professionnels imprécis. Cette contradiction apparente invite alors à s'interroger sur le « sens d'une orientation ».

Le troisième chapitre répond à cette contradiction en pointant un antagonisme entre attentes universitaires et ethos professionnel des métiers de la culture. Alors que l'université attend des étudiants un projet professionnel défini, c'est l'ouverture qui est valorisée par les professionnels de la culture. Nourrir un intérêt exclusif pour une discipline artistique est en effet considéré, dans le secteur culturel, comme une « quasi-impossibilité axiologique » et une « erreur professionnelle » (p. 113). L'imprécision des projets des candidats est alors interprétée par l'auteur comme la manifestation d'une stratégie d'adaptation des postulants aux normes de l'univers professionnel visé. Leur vocation apparaît ainsi plus comme une vocation pour un secteur – la culture – que pour un métier. La démonstration, aussi rigoureuse soit-elle, aurait gagné ici à rendre plus explicite le travail de distanciation de l'auteur. En effet, s'il objective les stratégies d'adaptation des candidats, V. Dubois prive toutefois le lecteur d'une présentation des modes d'évaluation et des jurys de sélection auxquels le discours vocationnel des candidats a pour but de s'adresser. Cela étant, en montrant que l'administration culturelle constitue une « troisième voie entre art et enseignement » (p. 117), l'auteur donne ensuite à voir clairement l'une des composantes de sa définition de la vocation : la réflexivité des agents par rapport à leur destin probable. Le cas de l'alternative enseignement/administration culturelle est significatif. Les caractéristiques sociales et les types de capitaux valorisés dans les métiers de l'enseignement et dans ceux de la culture sont en effet proches. Pour autant, certains candidats délaissent les premiers pour leur préférer les seconds. Constitué comme repoussoir, l'enseignement est alors doté d'une fonction négative qui permet aux postulants d'affirmer l'authenticité de leur vocation : leur choix de la culture apparaît d'autant plus libre et personnel qu'il aurait pu être différent.

Pour comprendre les ressorts de l'orientation, V. Dubois identifie, enfin, quatre logiques sociales. C'est d'abord le « rêve d'ascension » qui caractérise les diplômés issus des classes populaires. Fortement spécialisés, dotés d'un faible capital social, ils seraient pris entre d'un côté de maigres chances d'intégrer des masters sélectifs et de l'autre une faible probabilité d'atteindre des positions prestigieuses. Face à eux, les enfants de parents exerçant dans le secteur culturel (17 %) bénéficient d'une socialisation précoce à la culture, favorisant une logique de « reproduction professionnelle ». Les enfants de classe supérieure exposés au déclassement trouvent quant à eux dans le secteur culturel le prestige susceptible d'adoucir l'éventuel échec de la conversion de leur capital scolaire

en ressource professionnelle. Enfin, les candidats issus d'IEP poursuivent une stratégie visant à « ne se fermer aucune porte » (p. 143). L'espace de l'administration culturelle correspond donc à des dispositions fortement dispersées, allant des agents exposés au risque de déclassement à ceux en quête d'ascension sociale. Cette caractéristique est représentative de la position de l'administrateur : celle d'un passeur.

L'administrateur est en effet un intermédiaire entre les mondes de l'art, de l'économie, de la politique. Il est également situé dans un entre-deux en termes de position sociale (espace allant des classes moyennes aux classes supérieures). À ces positions correspondent des dispositions, celles de candidats pris dans un rapport au monde social à la fois critique et en quête de conformité. Les futurs administrateurs envisagent ainsi le travail de façon réaliste (trouver un travail sérieux) tout en y voyant le lieu d'un épanouissement personnel (se réaliser). Le rapport au travail et plus largement le rapport au monde font alors des candidats à l'administration culturelle l'incarnation d'un « nouvel esprit du capitalisme » (p. 173). Critiques à l'égard des logiques capitalistes, ces étudiants ne s'en approprient pas moins les technologies du marketing et de la gestion ; moins dépolitisés que les individus de leur âge, ils envisagent la politique en marge de ses formes institutionnalisées, s'engageant très minoritairement dans des organisations partisans.

L'ouvrage, on le voit, se concentre sur la « genèse des orientations vers les métiers de l'administration culturelle » (p. 186). Pour assumer cette ambition, l'étude porte sur un échantillon homogène obtenu en limitant l'enquête à un temps précis, situé en amont de l'insertion professionnelle, et à un type spécifique de formations (masters 2 d'universités publiques et d'IEP). Les écoles supérieures du secteur privé et les masters spécialisés ne sont pas pris en compte. Si ce parti pris méthodologique permet notamment de procéder à une « historicisation des variables mobilisées » (p. 15) et d'inclure une réflexion utile sur l'évolution des formations universitaires, il exclut cependant de l'analyse tout un pan des aspirants administrateurs. Alors qu'il souligne l'inégal prestige des formations qui donnent accès à l'administration culturelle, V. Dubois ne traite pas notamment de ceux que l'on pourrait qualifier de futures élites du groupe professionnel étudié. Le pendant de ce parti pris réside par ailleurs dans l'absence d'un réel traitement des candidats malheureux aux masters étudiés. Inclus dans l'échantillon, ils auraient pu nourrir une étude plus étoffée des logiques de reconversion du discours vocationnel et, ce faisant, des éventuelles correspondances entre les formations. Ce développement aurait pu contribuer à approfondir la piste d'une redéfinition des métiers vocationnels en général, piste au demeurant évoquée par l'auteur dans une conclusion qui invite à repenser les frontières de ces métiers en considérant l'économie sociale, la communication ou encore l'humanitaire au prisme de la vocation.

Marion Demonteil

*IRISSO – Université Paris Dauphine-CNRS*